

L'Étincelle



PSA Poissy

Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste et révolutionnaire

Lundi 25 avril 2016

Faire tomber la loi Travail... c'est maintenant !

La semaine dernière, une nouvelle fois, Pierre Gattaz a fait mine de s'opposer à la nouvelle mouture de la loi Travail : « *La première version du texte allait dans le bon sens, la nouvelle est intolérable.* » Vraiment ? Rien n'a changé sur le fond de la loi El Khomri. Les accords d'entreprise pourront toujours être plus défavorables que les conventions collectives et même que le code du travail. Les heures supplémentaires seront moins rémunérées. Et les licenciements seront facilités.

Le bras-de-fer est engagé...

La mise en scène d'un désaccord entre le Medef et le gouvernement ne trompe personne. Cette loi a été dictée par le grand patronat et elle ne profitera qu'à lui. Pas étonnant que le gouvernement ne soit plus soutenu par grand monde, mise à part la direction de la CFDT.

Valls et Hollande sont prêts à sacrifier leurs carrières personnelles pour les intérêts de Gattaz et ses amis. Pour obtenir le retrait de la loi Travail, c'est au Medef qu'il faut faire peur, avec l'arme des travailleurs pour affronter le patronat : la grève.

Pour l'instant, le mouvement d'opposition a bravé la violence de la police (l'affiche de la CGT qui la dénonce a fait vociférer PS, droite et extrême droite, mais est allée droit au cœur des manifestants). Il s'est fait entendre dans la rue. Comme l'ont souligné de nombreux militants ouvriers au congrès de la CGT la semaine dernière, il est temps de passer à une grève reconduite jusqu'au retrait de la loi.

26 et 28 avril : une semaine pour relancer le mouvement

Les cheminots sont touchés par une variante maison de la loi Travail, baptisée « décret socle ferroviaire » : 10 à 20 jours de repos en moins chaque année, plannings de travail modifiables jusqu'à une heure avant la prise de poste, etc. Leurs syndicats les appellent à une journée de grève ce mardi 26 avril, volontairement distincte de l'appel général contre la loi Travail du jeudi 28 avril.

Mais cette stratégie de division ne prend pas. Nombre de cheminots ne veulent pas en rester à une journée isolée, et parlent de reconduire la grève, au moins jusqu'au 28 avril, pour inscrire leur lutte dans le mouvement d'ensemble contre la loi Travail.

Ils ont conscience que, à rester seuls, ils ne peuvent faire reculer les ennemis de tous les

travailleurs, à la fois sur la loi El Khomri et sur leurs revendications propres. Ils ont raison.

Tous en grève et dans la rue le jeudi 28 avril !

Et après ?

La semaine dernière, cette question a agité les débats des « Nuit Debout », des assemblées générales étudiantes et du congrès de la CGT à Marseille. Il faut de nouveaux rendez-vous, et pas dans trois semaines. Le 1^{er} Mai, bien sûr mais cela ne suffira pas. Car ce n'est pas seulement à coup de gentilles manifestations que nous vaincrons.

Nous devons faire mal au portefeuille des patrons par la grève et même leur inspirer la peur de tout perdre que mérite leur arrogance. Pour cela, il faut coordonner les luttes, les faire converger sur des journées de grève massive et favoriser, entre deux, l'extension de la grève partout où elle peut prendre.

Sommes-nous de taille à gagner ?

Parmi nous, nombreux sont ceux qui hésitent à entrer en lutte. Mais, si la loi Travail passe, le prix à payer sera infiniment plus lourd que le coût d'une grève. Et notre lutte serait assurée de la sympathie de la plupart des travailleurs.

Le dernier congrès confédéral de la CGT a appelé à « *la tenue d'assemblées générales dans les entreprises et les services publics pour que les salariés décident (...) de la grève et de sa reconduction* ».

Oui, il faut débattre, élaborer, mais pour passer à l'action le 28 et, au-delà, jusqu'au retrait de la loi Travail. Qu'une fraction d'entre nous se lève, et la peur passera de notre camp à celui d'en face !

**Pour le retrait de la loi Travail et pour mettre en avant nos revendications de travailleurs, tous en grève et dans la rue le jeudi 28 avril !
Manifestation à 14 heures, Paris, place Denfert-Rochereau**

Un pour tous, tous pour un !

La direction refuse de créer les postes aménagés pour les salariés à restrictions médicales. La loi pourtant l'y oblige. Du coup elle envoie ses sbires des ressources humaines et certains petits chefs leur mettre la pression sur des postes intenables. Qu'importe les conséquences dramatiques lorsqu'ils craquent, le but est de les faire dégager au plus vite. Après elle s'en prendra à d'autres. Mais solidaires et unis, on est plus fort qu'eux.

Run lundi, run mardi et les autres jours aussi

La semaine dernière au Montage B2, équipe 12, c'était la fête aux « runs » : 380 véhicules produits mercredi matin ! Contrairement à ce qui était annoncé, les accélérations ne se font pas entre les deux pauses mais toute la matinée, jusqu'à 12h51.

Quand le « run » sera devenu vitesse normale, la direction organisera des accélérations d'accélération. Mais quand on ne tiendra plus et qu'on arrêtera collectivement le travail, la direction sera bien obligée de se calmer.

Autant d'économies bidon sur notre dos

Montage, B2, MV4, fixation des sièges droite, la direction a changé de fournisseur de vis sous prétexte d'économies. Seulement voilà, les vis sont mal usinées et l'indicateur se cale au rouge à mi-hauteur. Accusant la machine, la direction a fait accélérer la force du couple, rendant la manipulation encore plus difficile. C'est donc aux ouvriers de terminer l'usinage directement dans le pas de vis, au moniteur et à la Retouche de se fader les ratés.

La direction exige la qualité mais envoie des vis pourries, qui mettent en cause la sécurité du siège.

On les voit venir

Le BTU (plateau retouche) est menacé d'être restructuré dans un avenir proche. Pour dégager un maximum de CDI, la direction propose des missions sur PSA Sevelnord, tout en embauchant des intérimaires pour les remplacer.

Pourtant ce n'est pas le travail qui manque ni à Poissy, ni à Sevelnord, les besoins sont chroniques dans tous les secteurs et tous les sites. Il y a largement assez de chômeurs dans toute la France pour embaucher massivement sans prendre à Pierre pour habiller Paul...

Citronault Pipo

Depuis quelques jours, PSA fait de la pub pour Renault et son recrutement de plus 600 salariés, dont 190 à Flins. Mais pourquoi aller à Flins, alors qu'on travaille déjà dans l'automobile à PSA ? C'est pour les 20 km de voyage ? Le dépaysement ? Voir les différentes variétés de bas salaires, de flexibilité et d'accord compétitivité ?

En tout cas les 2 grands « rivaux » PSA et Renault sont copains comme cochon quand il s'agit d'exploiter le personnel.

Service commandé

Récemment, une ancienne dirigeante du l'ex-syndicat jaune de PSA Aulnay est passée spécialement sur les lignes de PSA Poissy pour tenter d'influencer les anciens d'Aulnay. La direction s'inquiète que ceux-ci débrayent trop et ne se laissent pas faire.

Cette responsable syndicale qui s'est faite rembaucher par PSA pour rejouer son rôle de courroie de transmission a beaucoup de travail, car les ouvriers d'Aulnay ont encore un goût amer contre ceux qui les ont trahis en acceptant d'abord le compactage de leur usine en 2008... et finalement la fermeture de 2013.

Un pollueur aux mains propres ?

À PSA Carrières-sous-Poissy, jeudi dernier la Direction Générale de Répression des Fraudes (DGCCRF) est venue perquisitionner dans le cadre de l'affaire sur la fraude aux émissions de polluants. Quatre autres sites PSA l'ont été aussi (Vélizy, La Garenne, Belchamp et Saint-Ouen).

Sur Carrières, il y a eu deux bureaux mis sous scellés ainsi que la confiscation d'ordinateurs et disques durs. À n'en pas douter, le nettoyage aura déjà été fait en amont. D'après la DGCCRF, 3 véhicules diesel du groupe PSA dépasseraient les émissions de particules dangereuses tolérées. Alors que PSA travaille sa communication à tout va sur son respect total des normes en vigueur, tout le monde sait que les constructeurs sont tous à la même école : les profits ! Et qu'importe la santé publique !

Renault debout !

Mardi 19 avril au matin, plus d'une centaine de militants de Nuit Debout sont venus à la rencontre des salariés du Technocentre. Dans la bonne humeur, distributions de tracts, chants et prises de paroles se sont succédés aux portes de Renault dans le but de propager l'idée qu'il faut une mobilisation de tous les salariés contre la loi Travail. C'était aussi l'occasion d'accompagner le salarié prestataire qui est interdit de site et menacé de licenciement depuis qu'il a fait la pub auprès des syndicats de l'entreprise, par mail, depuis son domicile et avec son adresse privée, du film *Merçi Patron*.

Encore une raison d'être nombreux à la manif jeudi prochain, contre la loi Travail et le reste.

De PSA à Areva, le roi du pantouflage

Philippe Varin, ex-PDG de PSA, a expliqué que sa nouvelle fonction à la tête d'Areva n'était « pas un job à temps plein » et que ça lui laissait du temps libre. À 120 000 € par an (sa rémunération chez Areva en 2015), voilà un temps partiel que bien des salariés apprécieraient, notamment ceux qui se retrouvent au RSA après qu'il a fait fermer l'usine d'Aulnay et orchestré des milliers d'autres suppressions d'emplois dans le groupe PSA.